

## 18.3 Industrie automobile

Entre 2015 et 2016, selon les sources du Comité des constructeurs français d'automobiles (CCFA), la production mondiale de l'**industrie automobile**, mesurée par le nombre de véhicules produits, progresse de 5 % à 95,3 millions d'unités. Les taux de croissance les plus élevés sont observés en Asie et en Afrique (+ 8 %), et dans l'Union européenne (UE) (+ 3 %). La production se replie en Europe orientale (- 1 %) et en Amérique du Sud (- 11 %). En France, elle s'établit à 2,1 millions de véhicules (+ 6 %). Les 10 premiers constructeurs en terme de production totalisent 70 % de la production mondiale. Les groupes français Renault et PSA, qui figurent aux 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> rangs de ce classement, produisent 6,7 millions de **voitures particulières** et **véhicules utilitaires légers** en 2016 (+ 11 % par rapport à 2015), profitant de la reprise du marché européen. Ils représentent 7 % de la production mondiale, niveau inférieur au record de 10 % atteint en 2001.

Le marché automobile mondial, mesuré par les **immatriculations** de véhicules, accélère en 2016 (+ 5 %), établissant un nouveau record pour la septième année consécutive. La Chine, premier marché depuis 2009, constitue le moteur de cette croissance mondiale avec 30 % des unités vendues (+ 14 % entre 2015 et 2016). Les ventes progressent dans toutes les régions du monde, à l'exception de l'Amérique du fait de la crise du marché brésilien, du Japon, de la Corée du Sud et de l'Afrique. En France métropolitaine, la croissance des immatriculations s'établit à 5 % en 2016. Les ventes des constructeurs

français hors de France, qui représentent 80 % de leurs débouchés, progressent plus vivement que les débouchés nationaux (+ 13 %, contre + 4 %).

Le déficit du solde extérieur des produits de l'industrie automobile se creuse en 2016, pour la 4<sup>e</sup> année consécutive, les importations progressant plus vite que les exportations. Il s'établit à - 6,7 milliards d'euros (Md€). Selon les sources du CCFA, les trois principaux pays destinataires des voitures particulières neuves en provenance de France sont européens : la Belgique (2,9 Md€), l'Allemagne (2,5 Md€) et l'Italie (2,2 Md€). Avec 8,1 Md€, l'Allemagne constitue en 2016 la principale provenance des importations de voitures particulières neuves en France.

La part de marché des immatriculations de voitures particulières neuves équipées d'un moteur diesel en France poursuit son recul en 2016 (52,1 %, après 57,2 % en 2015), en lien avec des facteurs objectifs (fiscalité moins favorable au diesel, surenrichissement des moteurs diesel suite à l'évolution des normes, développement de l'offre des moteurs essence 3 cylindres) mais aussi plus subjectifs (problème Volkswagen aux États-Unis).

En 2014, l'industrie automobile emploie 2,4 millions de personnes dans l'UE, dont 45 % dans la construction de véhicules automobiles. L'Allemagne totalise 35 % de ces effectifs, devant la France (10 %), l'Espagne, l'Italie et le Royaume-Uni (6 % environ chacun). ■

### Définitions

**Industrie automobile** : concerne aussi bien les constructeurs de voitures particulières, de véhicules de loisir, de véhicules utilitaires que les équipementiers spécialisés, les carrossiers, les assembleurs ou les prestataires de services d'aménagement de véhicules automobiles. Cette activité intègre donc la filière complète, y compris moteurs et organes mécaniques en amont, dès lors qu'ils sont principalement destinés à des véhicules automobiles. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Immatriculation, profilage, taux d'autofinancement, taux de marge, taux d'investissement, unité légale, véhicule utilitaire léger, voiture particulière** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'industrie automobile française », *Analyse et statistiques* édition 2017, CCFA, octobre 2017.
- « Les comptes des transports en 2016 – 54<sup>e</sup> rapport de la Commission des comptes des transports de la Nation », *Datalab* n° 23, SDES, juillet 2017.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2017.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

## Principaux ratios du secteur automobile

	2015
Taux de valeur ajoutée (VAHT/CAHT)	16,0
Taux d'exportation (exportations/CAHT)	60,0
Taux de marge	25,0
Taux d'investissement	16,0
Taux d'autofinancement	156,0
Intensité capitalistique <sup>1</sup> (en milliers d'euros)	293,0
Frais de personnel par salarié (en milliers d'euros par EQTP <sup>2</sup> )	60,4

1. Immobilisations corporelles/effectifs salariés en EQTP.

2. Équivalent temps plein.

Champ : unités légales et entreprises profilées.

Source : Insee, É sane.

## Immatriculations de voitures particulières neuves selon le constructeur

	2015	2016	en %
<b>Voitures de marques françaises</b>	<b>1 040</b>	<b>1 078</b>	<b>53,5</b>
dont : PSA Peugeot Citroën	558	559	27,7
Renault	480	518	25,7
<b>Voitures de marques étrangères</b>	<b>877</b>	<b>937</b>	<b>46,5</b>
<b>Total des immatriculations</b>	<b>1 917</b>	<b>2 015</b>	<b>100,0</b>

Champ : France métropolitaine.

Source : CCFA.

## Immatriculations de voitures particulières neuves par type d'énergie

	2015	2016	en %
Diesel	1 097	1 050	52,1
Essence	739	883	43,8
Bicarburant (essence ; GPL ; GNV)	2	0	0,0
Hybride <sup>1</sup>	62	58	2,9
Autres <sup>2</sup>	18	23	1,1
<b>Total</b>	<b>1 917</b>	<b>2 015</b>	<b>100,0</b>

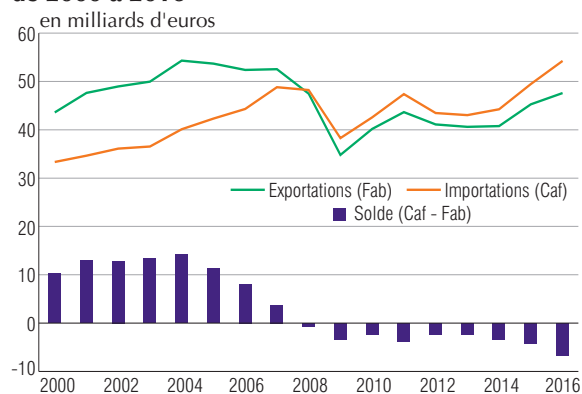
1. Électricité + essence et électricité + gazole.

2. Superéthanol, gaz naturel pour véhicule (GNV), électricité.

Champ : France métropolitaine.

Source : CCFA.

## Commerce extérieur des produits automobiles de 2000 à 2016



Source : Insee, comptes nationaux - base 2010

## Production mondiale des constructeurs français d'automobiles

	2016	16/15 en %	dont production en France
<b>Voitures particulières</b>	<b>5 782</b>	<b>11,6</b>	<b>1 300</b>
PSA Peugeot Citroën	2 723	6,1	906
Renault <sup>1</sup>	3 059	16,9	394
<b>Véhicules utilitaires légers (jusqu'à 5 tonnes)</b>	<b>881</b>	<b>5,9</b>	<b>453</b>
PSA Peugeot Citroën	430	3,2	103
Renault <sup>1</sup>	452	8,6	351
<b>Véhicules industriels (plus de 5 tonnes)<sup>2</sup></b>	<b>32</b>	<b>1,1</b>	<b>...</b>

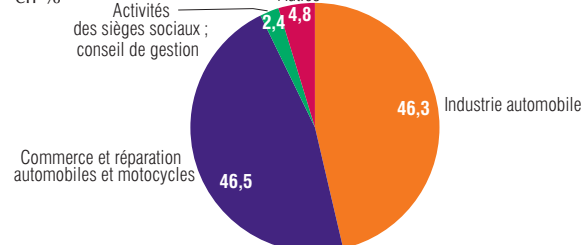
1. Y c. Dacia et Renault Samsung Motors.

2. À partir de 2012, le périmètre des véhicules industriels porte sur les facturations de 7 tonnes et plus.

Champ : constructeurs français.

Source : CCFA.

## Répartition du chiffre d'affaires hors taxes du secteur automobile par branche d'activités en 2015



Champ : unités légales et entreprises profilées.

Source : Insee, É sane.

## Immatriculations de voitures particulières neuves dans quelques pays de l'UE en 2016

	2016	16/15	Part du diesel
	en milliers	en %	en %
Allemagne	3 352	22,9	45,8
Autriche	330	2,3	57,3
Belgique	539	3,7	52,0
Bulgarie	27	0,2	...
Croatie	44	0,3	...
Danemark	223	1,5	36,0
Espagne	1 147	7,8	56,9
Estonie	23	0,2	...
Finlande	119	0,8	33,3
<b>France<sup>1</sup></b>	<b>2 015</b>	<b>13,8</b>	<b>52,1</b>
Grèce	79	0,5	55,1
Hongrie	97	0,7	...
Irlande	147	1,0	70,0
Italie	1 824	12,5	57,0
Lettonie	16	0,1	...
Lituanie	20	0,1	...
Luxembourg	51	0,3	65,0
Pays-Bas	383	2,6	18,9
Pologne	418	2,9	...
Portugal	207	1,4	65,1
Rép. tchèque	260	1,8	...
Roumanie	95	0,6	...
Royaume-Uni	2 693	18,4	47,7
Slovaquie	88	0,6	...
Slovénie	59	0,4	...
Suède	372	2,5	51,5
<b>UE<sup>2</sup></b>	<b>14 628</b>	<b>100,0</b>	<b>6,8</b>

1. France métropolitaine. 2. UE à 15 pays pour la part du diesel.

Source : ACEA.

## Avertissement

*Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).*

*Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.*

*Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.*

*Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.*

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

# Les clés des Tableaux de l'économie française

Numéro du thème  
et de la double page

## 11.4 Prix à la consommation

Les mots en gras et  
en couleur sont  
définis plus bas ou  
dans la rubrique  
« Définitions »  
en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-  
page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page  
Toutes les définitions  
sont regroupées dans la  
rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables  
gratuitement pour  
approfondir le sujet  
Adresses des sites  
Internet à retrouver dans  
la rubrique « Adresses  
utiles » en annexes

Faible, voire négatif au premier semestre 2016, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** augmente progressivement au second semestre pour atteindre + 0,6 % fin 2016. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. *A contrario*, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), ralentit au cours de l'année passant de + 0,9 % en janvier 2016 à + 0,5 % fin 2016.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent légèrement entre 2015 et 2016 (+ 0,2 %), après une stabilité entre 2014 et 2015. Cette faible accélération reflète des mouvements différents selon les produits. Les prix de l'énergie et, dans une moindre mesure, des produits manufacturés reculent en moyenne moins qu'en 2015. Ceux des produits alimentaires accélèrent un peu. En revanche, le ralentissement des prix des services limite le regain d'inflation.

La baisse en moyenne des prix des produits pétroliers en 2016 cache une remontée progressive des prix au cours de l'année dans le sillage du cours du pétrole (+ 7,5 % sur un an fin 2016). Cette hausse est plus marquée pour les combustibles liquides (+ 14,1 % sur un an fin 2016) que pour les carburants (+ 8,7 % pour le gazole, + 3,6 % pour l'essence, fin 2016), du fait des écarts de

taxation sur ces produits. En revanche, les prix du gaz, qui répercutent avec retard les évolutions du pétrole, se contractent encore (- 2,2 % fin 2016). Les prix de l'électricité poursuivent leur hausse (+ 1,8 %).

En 2016, les prix des produits manufacturés baissent encore (- 0,5 % en moyenne, après - 0,9 % en 2015). Les prix des articles d'habillement et de chaussures se redressent légèrement (+ 0,2 %, après - 0,9 %). Le recul, moins prononcé qu'en 2015, des prix des produits de santé se poursuit. Enfin, les prix des autres produits manufacturés diminuent faiblement (- 0,1 % en moyenne en 2016, après - 0,3 % en 2015).

En 2016, les prix des produits alimentaires (y compris boissons non alcoolisées) augmentent en moyenne de 0,6 %, à peine plus vite qu'en 2015 (+ 0,5 %). Les prix des produits alimentaires hors produits frais rebondissent légèrement (+ 0,1 %, après - 0,2 % l'année précédente), tandis que ceux des produits frais ralentissent.

Les prix des services décélèrent en 2016 (+ 1,0 % en moyenne, après + 1,3 % en 2015), du fait principalement du repli des services de transport (- 1,5 %). Les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2016, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Les hausses des services de santé sont restées contenues. En revanche, les prix des services de communication accélèrent (+ 2,3 % en moyenne, après + 1,8 %). ■

### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « Une inflation modérée depuis le passage à l'euro », *Insee Focus* n° 87, mai 2017.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2016 », *Informations rapides* n° 9, Insee, janvier 2017.
- « 2016 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 95, Eurostat, juin 2017.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2016

en %

Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>			Évolution 16/15			
	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	2016	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>	
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 805</b>	<b>0,2</b>	<b>0,6</b>				
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 425	0,6	0,7	Transport	1 479	-1,0	1,8
Produits alimentaires	1 301	0,7	0,8	Achats de véhicules	363	-0,1	-0,8
Boissons non alcoolisées	124	-0,6	0,0	Utilisation de véhicules personnels	831	-1,2	3,2
Boissons alcoolisées et tabac	385	0,5	0,3	Services de transport	285	-1,5	0,9
Boissons alcoolisées	190	0,8	0,6	Communications	288	0,7	0,6
Tabac	195	0,1	0,1	Services postaux	16	3,8	3,8
Habillement et chaussures	429	0,2	0,0	Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-9,2	-9,7
Habillement	340	0,5	0,1	Services de téléphonie et de télécopie	229	1,9	2,2
Chaussures y c. réparation	89	-1,0	-0,3	Loisirs et culture	897	1,0	-0,2
Logement, chauffage, éclairage	1 399	-0,1	1,1	Équipements audio-visuels, photo et informatiques	148	-2,7	-3,7
Loyers d'habitation	622	0,3	0,3	Autres biens durables (loisirs)	42	10,0	-1,9
Entretien et réparation courante du log.	174	1,1	1,3	Autres articles et équip. de loisirs	244	1,0	-0,3
Outillage pour la maison et le jardin	157	1,0	1,1	Services récréatifs et culturels	305	0,1	0,6
Chauffage, éclairage	446	-1,5	2,2	Presse, livres et papeterie	140	2,3	2,2
Meubles, équip. ménager, entretien maison	537	-0,1	-0,7	Voyages touristiques tout compris	18	10,4	3,5
Meubles, tapis, revêtements de sol	155	0,1	-1,0	Éducation	4	1,3	1,6
Articles de ménage en textile	38	1,0	0,9	Hôtellerie, cafés, restaurants	733	1,7	1,8
Appareils ménagers	89	-1,2	-1,9	Restauration et cafés	570	1,6	1,8
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,6	-0,3	Services d'hébergement	163	2,3	1,8
Outillage pour la maison et le jardin	52	0,3	-0,2	Autres biens et services	1 331	1,0	0,9
Entretien courant de l'habitation	133	-0,5	-0,4	Soins personnels	282	0,0	0,2
Santé	1 093	-1,2	-1,2	Effets personnels (non définis ailleurs)	116	1,5	1,7
Médicaments et produits pharmaceutiques	495	-2,9	-2,4	Protection sociale	482	2,1	0,9
Médecine non hospitalière	598	0,2	-0,2	Assurances	289	1,1	1,3
				Services financiers	38	2,4	2,7
				Autres services	124	0,3	0,3

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.

2. Évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Note : base 100 en 2015.

Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

Hausses	16/15	Baisses	16/15
Combustibles liquides	+ 14,1	Matériel de téléphonie et de télécopie	- 9,7
Légumes frais, hors pommes de terre et autres tubercules	+ 11,7	Appareils d'enregistrement et de reproduction du son et de l'image	- 6,0
Gazole	+ 8,7	Ordinateurs personnels	- 5,4
Poissons frais	+ 6,5	Supports d'enregistrement	- 5,3
Service de téléphonie mobile	+ 6,2	Jeux et passe-temps	- 5,1
Services d'expédition de courrier	+ 5,2	Pneumatiques	- 4,9
Journaux	+ 5,0	Farines et autres céréales	- 4,4
Poissons et fruits de mer	+ 4,5	Appareils de transformation d'aliments	- 3,9
Centres de vacances, camping, auberges de jeunesse	+ 4,2	Produits pharmaceutiques	- 3,0
Transport aérien intérieur de passagers	+ 3,9	Appareils de cuisson	- 2,9

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

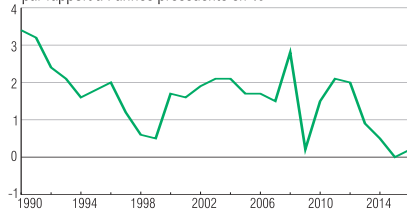
Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les DOM sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1990 à 2016

par rapport à l'année précédente en %



Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.

Champ : France hors Mayotte.

Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2016

glissement annuel de déc. à déc. en %

	16/15	16/15	
Allemagne	1,7	Lettonie	2,1
Autriche	1,6	Lituanie	2,0
Belgique	2,2	Luxembourg	1,6
Chypre	0,1	Malte	1,0
Espagne	1,4	Pays-Bas	0,7
Estonie	2,4	Portugal	0,9
Finlande	1,1	Slovaquie	0,2
<b>France</b>	<b>0,8</b>	Slovénie	0,6
Grèce	0,3	<b>Zone euro</b>	<b>1,1</b>
Irlande	-0,2	<b>UE</b>	<b>1,2</b>
Italie	0,5		

Note : évolution de l'indice de décembre 2016 par rapport à l'indice de décembre 2015.

Source : Eurostat (extraction du 8 juin 2017).

Des données de cadrage européennes ou mondiales